

19 avril 2006, Manitoba

Allocution à l'occasion d'une visite à Winnipeg

Merci Vic.

Collègues du Parlement du Canada,

Monsieur le Premier ministre Doer et les membres de l'assemblée législative,

Monsieur le Maire Katz et les membres du conseil municipal,

Madame Jennifer Jones et autres invités d'honneur,

Monsieur Pierre Blouin et nos commanditaires de MTS Allstream,

Madame la Présidente Jean McClellan et les autres membres de la Chambre de commerce du Manitoba,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'abord de vous dire que je suis très heureux d'être à Winnipeg aujourd'hui. Et c'est en grande partie parce que je me trouve dans une pièce en compagnie des Manitobains remarquables avec qui j'ai l'honneur de travailler à Ottawa. Nous avons des députés chevronnés comme Joy Smith et Steven Fletcher ici à Winnipeg, Vic Toews et Merv Tweed (Inky Mark, Brian Pallister, James Bezan, Janis Johnson, Terry Stratton) et bien sûr notre tout nouveau membre du caucus conservateur, de qui nous sommes très fiers, Rod Bruinooge. Ils forment une équipe fantastique. Et ils travaillent fort. Pour leurs électeurs. Pour le Manitoba. Et pour le Canada. De concert avec leurs collègues de partout au Canada, ils font en sorte que notre nouveau gouvernement national tienne les promesses qu'il a faites aux Canadiennes et aux Canadiens.

Notre mission

Nous avons élaboré un plan et pris des engagements. Et dans notre premier discours du Trône, nous avons énoncé cinq priorités immédiates que nous concrétiserons dès ce printemps. Aujourd'hui j'aimerais vous parler de notre engagement à sévir contre les crimes liés aux armes, aux gangs et aux drogues – engagement que nous allons respecter.

Mesdames et Messieurs, le 23 janvier, les Canadiennes et les Canadiens ont voté en faveur du changement. Et ils nous ont demandé d'en être le maître d'œuvre. Nous avons répondu en leur présentant un programme de changement. Du changement qui ramènera l'imputabilité et l'intégrité à Ottawa. Du changement qui renouvellera le fédéralisme afin de bâtir un Canada qui répond à nos besoins à tous. Du changement qui donnera au Canada un rôle plus important sur la scène internationale. Et du changement qui fera en sorte que toute la population, et non une poignée de privilégiés, jouisse des débouchés et de la prospérité. Bref, un programme qui se démarque des scandales et de l'inaction passés afin d'offrir imputabilité et orientation au Canada.

Cinq priorités

Comme nous l'avons clairement indiqué dans notre discours du Trône, notre programme immédiat compte cinq priorités. Pas quinze. Pas cinquante. Cinq. Nous savons ce que nous voulons faire. Et nous avons un plan et un point d'ancrage pour le faire. Notre plan commence avec la Loi fédérale sur l'imputabilité – un programme visant à assainir le gouvernement et à veiller à ce que les politiciens fassent preuve d'imputabilité lorsqu'il est question de votre argent. Nous honorerons notre promesse de réduire les impôts de l'ensemble de la population canadienne – en commençant par réduire la TPS de 7 % à 6 % et finalement à 5 %.

Nous collaborerons avec les provinces à l'établissement d'une Garantie en matière de délais d'attente pour les patients – afin de donner aux Canadiennes et aux Canadiens les soins de santé dont ils ont besoin au moment où ils en ont besoin. Comme je l'ai dit hier aux parents de Vancouver, nous donnerons aux familles canadiennes le choix universel en matière de garde d'enfants en leur versant 1 200 \$ par an et par enfant de moins de six ans. Et, ce qui importe peut-être le plus est que nous nous efforcerons de préserver la façon de vivre canadienne en nous attaquant au problème croissant des crimes liés aux armes de poing, aux gangs et aux drogues.

S'attaquer au crime

C'est ce dont j'aimerais vous parler aujourd'hui. Le Canada est un grand pays, et c'est en partie grâce au faible taux de criminalité qu'il a toujours eu. Les communautés paisibles et respectueuses des lois font partie intégrante de l'identité et des valeurs traditionnelles canadiennes. Et rien n'incarne mieux ces valeurs importantes que la Gendarmerie royale du Canada. Créée en 1873 par Sir John A. Macdonald, la Police à cheval du Nord-Ouest – comme on l'appelait à l'époque – a joué un rôle primordial pour faire régner la loi et l'ordre dans l'Ouest canadien. Presque partout dans l'Ouest canadien, la loi a été instaurée avant l'arrivée des colons – une histoire et une expérience qui diffèrent beaucoup de celles des États-Unis. Les Canadiennes et les Canadiens ont bien raison d'être fiers de cet héritage. Cependant, les temps changent. Nos communautés changent. Et les rues et quartiers sécuritaires auxquels les Canadiennes et les Canadiens en sont venus à s'attendre dans leur vie de tous les jours sont menacés par le taux croissant de crimes liés aux armes de poing, aux gangs et aux drogues.

Et comme vous le savez, Winnipeg n'a pas été à l'abri de ce problème national. Cette ville – un centre d'excellence culturelle, de passion sportive et d'œuvres caritatives – est néanmoins aux prises avec beaucoup trop d'introductions par effraction, de vols de voitures, de crimes violents, d'homicides et d'autres crimes violents. Nombreux sont ceux qui ont tenté d'ignorer l'augmentation des crimes liés aux armes de poing, aux gangs et aux drogues. Certains ont cherché à en minimiser l'importance. D'autres sont même allés jusqu'à blâmer entièrement le problème sur « l'exclusion sociale ». Cependant, mes amis, prétendre qu'un problème n'existe pas, le banaliser ou l'excuser ne nous aidera pas à le régler. En tant que nation, nous avons un choix à faire. Soit nous faisons face au problème directement, soit nous maintenons le statu quo et le laissons s'aggraver.

Pour moi, pour les membres du caucus du Manitoba et pour le nouveau gouvernement du Canada, la réponse est claire : nous allons faire quelque chose. Dans le cadre de notre réforme complète de la justice pénale, nous nous pencherons sur trois dossiers clés ce

printemps. Sous la gouverne du ministre de la Justice Vic Toews, ancien procureur général respecté de cette province, nous comptons :

- imposer des peines d'emprisonnement minimales obligatoires pour les crimes graves, répétés et violents,
- mettre fin aux sentences conditionnelles et aux assignations à résidence
- et faire passer de 14 à 16 ans l'âge du consentement à des relations sexuelles entre adolescents et adultes.

Peines minimales obligatoires

En premier lieu, je compte faire en sorte qu'on impose des peines d'emprisonnement minimales obligatoires :

- aux criminels qui commettent des infractions graves liées au trafic de drogues et aux armes,
- aux personnes qui commettent des crimes pendant une libération conditionnelle,
- aux récidivistes et aux criminels violents.

Cette mesure contribuera grandement à combattre l'épidémie d'armes de poing, de gangs et de drogues qui sévit dans nos rues. Il est primordial de s'attaquer au crime parce qu'il devient clair que les crimes de plus en plus nombreux liés aux armes à feu, aux gangs et à la drogue ne représentent pas une tragique série d'actes attribuables au hasard. Le gangstérisme alimente en grande partie le problème de la criminalité. Et il faudra toute la détermination des gouvernements national et provinciaux ainsi que des corps de police locaux pour venir à bout de ce fléau.

La récente découverte de huit hommes assassinés sur une ferme près de London, en Ontario, nous a rappelé de manière saisissante la réalité brutale du crime organisé. Les hommes exécutés auraient appartenu à la redoutable bande de motards les Bandidos. Ce crime – que la police a qualifié de « purge interne » – a secoué et horrifié les Canadiennes et les Canadiens dans tout le pays. Et avec raison. Une violence aussi systématique n'a pas sa place dans la société canadienne. Et je tiens à préciser que notre gouvernement n'a nullement l'intention d'assister sans rien faire à la croissance effrénée de la violence du crime organisé.

À ceux qui voudraient s'adonner au trafic de la drogue pour la revendre à nos enfants, notre message est clair... À ceux qui voudraient introduire illégalement des armes à feu dans notre pays, notre message est clair... À ceux qui voudraient semer la terreur dans nos quartiers par leurs actes violents, notre message est clair... Notre message est clair : Nous allons fournir à la police et aux procureurs les moyens nécessaires pour débusquer vos opérations, pour y mettre fin et pour vous jeter en prison.

Supprimer les condamnations avec sursis

Ensuite, un point qui se rapproche beaucoup du précédent, nous allons faire le nécessaire pour mettre fin aux condamnations avec sursis. Il est tout simplement inadmissible de permettre à certains criminels qui ont été condamnés pour des infractions violentes graves – que ce soient des agressions sexuelles, des crimes à main armée ou des infractions liées à la drogue – de purger leur peine à domicile. Sous le nouveau gouvernement du Canada, les auteurs d'infractions graves vont devoir purger leur peine là où ils devraient le faire : en prison.

Hausser l'âge du consentement

Enfin, ce printemps, nous prendrons notre première mesure pour protéger nos enfants. Nous protégerons notamment les jeunes en faisant passer de 14 à 16 ans l'âge du consentement à des relations sexuelles entre adolescents et adultes. Comme vous le savez, cette mesure très attendue nous met au même niveau que la plupart des pays du monde. Elle est particulièrement importante à l'ère de l'Internet, où trop de cyberprédateurs s'en prennent aux jeunes.

Les mesures qui viendront ensuite

Ces trois réformes clés du système de justice seront suivies d'autres mesures, y compris pour lutter contre le fléau du crime organisé. Une étape à la fois, nous allons créer un système de justice criminelle qui a comme priorités la sanction des crimes, la primauté des droits de la victime et la protection d'une société respectueuse des lois. Nombre d'autres mesures seront prises, dont effectuer de nouveaux investissements de fonds fédéraux dans la prévention des crimes impliquant les jeunes à risque. Ces trois réformes judiciaires clés ne sont que le début de notre plan visant à réformer le système de justice criminelle dans ce pays. Sévir contre le crime organisé ne représente toutefois qu'une partie de la solution au problème des armes à feu, des bandes et des drogues. On prendra nombre d'autres mesures, dont certaines qui portent sur la prévention du crime et les jeunes à risque.

Nous sommes conscients du fait que les enfants n'ont pas tous la chance de naître dans un bon foyer. Un foyer où les parents leur donnent l'exemple et leur montrent le droit chemin. Et il arrive trop souvent – et trop vite – que ces jeunes ont de mauvaises fréquentations. Le gouvernement ne peut pas faire en sorte que tous les enfants et toutes les familles fassent les bons choix. Mais nous pouvons faciliter ces bons choix. Nous pouvons leur donner plus d'occasions de faire des choix avisés. Et c'est précisément ce que nous allons faire avec notre plan de promotion des choix avisés. Nous allons investir dans les activités communautaires éducatives, culturelles et sportives et dans la formation afin d'offrir espoir et soutien aux jeunes à risque. Nous allons également mettre en place une stratégie nationale de lutte antidrogue qui équipera nos jeunes des connaissances dont ils ont besoin pour rejeter le risque d'adopter un style de vie associé aux drogues. Quelle est la position de l'opposition?

Mesdames et Messieurs, au cours de la dernière campagne électorale, il a souvent été question de s'attaquer aux crimes. Mais pendant 13 ans, les libéraux et les autres partis de l'opposition ont voté contre toutes les mesures visant à renforcer le système de justice criminelle et à protéger les Canadiennes et les Canadiens respectueux des lois. Alors la question qui se pose à l'opposition est simple. Appuient-ils nos mesures directes pour rendre plus sévère le système de justice criminelle?

Mesdames et Messieurs, comme vous le voyez, les semaines et les mois à venir seront remplis d'activité pour le gouvernement. Nous savons ce que nous voulons accomplir. Et nous avons un plan pour y parvenir. Nous avons décidé de nous attaquer aux crimes et nous allons le faire. Mais comme nous sommes minoritaires, certaines décisions devront être prises par d'autres partis, notamment sur la question de la criminalité. Pendant les 13 dernières années, nous avons été assis en face des libéraux et nous les avons vu opposer – encore et encore – chacune des mesures de réforme du système de justice criminelle que nous avons proposées, et trop souvent, ils ont été appuyés par les autres partis d'opposition.

Vous vous rappellerez que pendant que les crimes liés aux gangs, aux armes de poing et aux drogues devenaient sérieux, la priorité du gouvernement précédent et de ses alliés était de dépenser des millions de dollars, année après année, pour un registre des armes d'épaule, c'est-à-dire un milliard de dollars pour un registre inutile des armes utilisées par les chasseurs de canards. Vous vous rappellerez aussi que pendant la campagne, tous les partis se sont réveillés tout à coup et ont commencé à parler de combattre le crime et de durcir le ton avec les criminels. Eh bien, je suis croyant, alors je crois à la conversion. En fait, je crois même aux conversions de la dernière heure. Mais j'ai besoin de preuves. La clarté de notre programme d'action pour s'attaquer aux crimes obligera les libéraux et les autres à prendre position. Nous présenterons un projet de loi pour chaque mesure que nous entendons prendre. Seront-ils en faveur des peines obligatoires minimales pour les crimes graves, violents et répétés, notamment les crimes commis avec des armes de poing? Vont-ils collaborer avec nous pour mettre fin aux détentions à domicile? Et vont-ils nous aider à hausser l'âge du consentement pour la protection des enfants? Nous savons ce qu'en pensent les Canadiennes et les Canadiens. Ils pensent comme nous. Maintenant, il est temps pour les membres de l'opposition de dire ce qu'eux en pensent.

Conclusion

Mesdames et Messieurs, le nouveau gouvernement national du Canada tiendra sa promesse de protéger les communautés. Les Canadiennes et les Canadiens ont droit à des rues et à des quartiers sécuritaires. Nous avons promis d'agir et nous tiendrons promesse. Mesdames et Messieurs, au Canada, chaque personne devrait pouvoir vivre dans une communauté sécuritaire et dynamique. Quand l'une d'entre elles pâtit, les effets s'en font lentement ressentir à l'échelle du pays. Quelle sorte d'esprit communautaire peut régner quand les gens ont peur de circuler dans la rue? Quand les voisins se surveillent avec méfiance et inquiétude? Lorsque des crimes sont commis et que les autorités ferment les yeux?

Ce n'est pas là le Canada dont nous avons hérité, ni le Canada de mon enfance, et ce n'est pas le Canada dans lequel la génération actuelle mérite de grandir. Nous pouvons faire mieux. Et nous allons faire mieux. C'est pourquoi notre nouveau gouvernement national prendra des mesures pour s'attaquer à la criminalité. C'est là l'engagement que nous avons pris à l'égard des Canadiennes et des Canadiens pendant la campagne électorale et c'est l'engagement que notre gouvernement a l'intention d'honorer.

Comme vous le savez, notre gouvernement est toutefois minoritaire. C'est pourquoi nous avons besoin que ce message soit transmis clairement à tous les députés du Parlement canadien. Si vous êtes en faveur des peines minimales obligatoires... Si vous voulez que cesse la détention à domicile... Et si vous souhaitez que soit haussé l'âge du consentement...

Appelez votre député et dites-lui d'appuyer le plan d'action. Honnêtement, après tout ce qui s'est dit au cours de la campagne électorale, le fait d'entraver la mise en œuvre de ces réformes très attendues serait inexcusable. Ensemble, nous pouvons réduire le problème croissant des crimes liés aux armes à feu, aux gangs et à la drogue, et nous pouvons protéger le mode de vie canadien. Alors pour veiller à ce que nos réformes soient concrétisées, les Canadiennes et les Canadiens comme vous doivent écrire à leur député, leur téléphoner ou leur envoyer un courriel pour leur dire que ce n'est pas seulement la priorité du gouvernement, mais aussi la vôtre.

En terminant, j'aimerais réitérer ma conviction inébranlable que le meilleur est à venir pour Winnipeg et le Manitoba et pour l'ensemble de ce grand pays. Dans les semaines et les mois qui viennent, notre gouvernement continuera de faire avancer le Canada.

Ensemble, je suis persuadé que nous pouvons réaliser de grandes choses.

Merci beaucoup et à la prochaine.